

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18604 - 72ÈME ANNÉE

Incroyable mais vrai : les dirigeants d'une entreprise veulent décider de la composition de la délégation des salariés

Grève à Air Austral : la direction refuse de négocier



Au 5e jour de grève à Air Austral, la direction persiste dans son attitude. Méprisant le Code du Travail, elle veut décider de la composition de la délégation des salariés venus négocier. Les grévistes refusent un tel coup de force. En agissant de la sorte, les dirigeants d'Air Austral prennent la responsabilité de refuser de négocier. Aucune rencontre n'a pu se tenir hier. Contrairement au communiqué rassurant publié hier par Air Austral, la lutte s'amplifie. Les personnels navigants commerciaux ont été rejoints par des salariés du call-center. L'agence de Saint-Pierre est restée fermée. Le mouvement pourrait s'étendre au Centre de contrôle opérationnel, aux pilotes et au personnel au sol, ce qui révèle l'existence d'un malaise social généralisé dans un fleuron de l'économie réunionnaise.

Au lendemain d'une séance de négociation, la situation restait toujours bloquée hier à Air Austral. Contactée à 14 heures pour une rencontre à 14h30 par la direction, Marie-Noëlle Wolff a donc transmis la composition de la délégation. En tant que déléguée syndicale, elle a le droit d'être accompagnée par des salariés de son choix. Mais la direction veut pouvoir fixer elle-même la composition de cette délégation. Elle refuse en effet la présence de Vivien Rousseau, pilote et par ailleurs représentant du SNPL.

Jeudi, l'UNSA a accepté de transiger sur la composition car finalement, Frédéric Bénard, délégué CFDT et représentant le personnel au sol, a pu participer à la rencontre. Mais ce vendredi, plus question de se laisser dicter la composition de la délégation par les dirigeants d'Air Austral. C'est la vérité et rien de plus, et c'est un démenti catégorique au communiqué diffusé hier par la direction aux médias dans lequel elle affirme que l'UNSA exige de changer la composition de la délégation et que « le syndicat revient sur toutes les discussions ». L'usage de telles contre-vérités témoigne d'un manque certain de sérénité de la part de dirigeants qui ont sous leur responsabilité l'avenir d'une entreprise de plus de 800 travailleurs, devenue un fleuron de l'économie réunionnaise sous la direction de Gérard Ethève et la présidence de Paul Vergès.

Mouvement prêt à s'étendre

L'étau se resserre autour de la direction d'Air Austral. Hier, des travailleurs du call-center ont cessé le travail. Ce service ne fonctionne que grâce à des stagiaires et des CDD. Si ces derniers ne sont pas dans le mouvement, cela est dû au climat social délétère qui flotte sur Air Austral avec l'équipe dirigeante actuelle.

Outre les pilotes qui envisagent d'entrer dans la grève, le Centre de contrôle opérationnel pourrait lui aussi participer à la lutte. Le CCO est un point névralgique de la compagnie. C'est en effet dans ce service que les vols sont préparés. De plus, l'agence Air Austral de Saint-Pierre est restée fermée ce vendredi.

Toujours à Saint-Pierre, la direction a montré une étrange conception du dialogue social. 13 hôtesses et stewards travaillent sur les vols de l'ATR entre Maurice et La Réunion.

Du fait d'un temps de vol très court, les salaires sont très bas car fonction du nombre d'heures de vol. Un PNC peut donc se retrouver avec un salaire inférieur à 900 euros. C'est pourquoi les grévistes demandent que le temps de présentation soit pris en compte dans le salaire. Ce temps de présentation est la période préalable au vol durant laquelle les PNC doivent être présents, afin que le voyage puisse se dérouler en toute sécurité, mais il n'est pas rémunéré.

Déjà plusieurs millions d'euros de perdus

11 salariés sur 13 de la base de Saint-Pierre sont en grève. L'UNSA a eu hier connaissance de discussions entre une personne non-gréviste et la direction. Cette dernière est prête à accorder de manière unilatérale une revalorisation des salaires à condition que le travail reprenne à l'aéroport de Saint-Pierre. Ainsi, des

négociations très particulières sont menées sans que les syndicats soient mis au courant... Quoiqu'il en soit, cette manœuvre a échoué, car les PNC basé à Saint-Pierre restent solidaires du mouvement et sont toujours en grève.

Face à la probable amplification du mouvement, la direction s'enfonce dans une impasse très dangereuse pour l'entreprise. Elle a en effet prévu de continuer à assurer le transport de tous les passagers. Cela signifie continuer à perdre près de 800.000 euros par jour en affrétant des avions de compagnies étrangères. Depuis le début de la grève et jusqu'à hier, les dirigeants d'Air Austral ont donc fait perdre 4 millions d'euros à la compagnie réunionnaise. Cette intransigeance risque de coûter très cher à une société qui est déjà sur le fil du rasoir à cause d'une stratégie bien hasardeuse.

M.M.

Grève à la clinique de Saint-Joseph

Le PCR aux côtés des travailleurs en lutte

Au deuxième jour de la grève à la clinique de Saint-Joseph, une délégation du PCR est venue apporter la solidarité aux travailleurs en lutte.



Depuis jeudi, les salariés de la clinique de Saint-Joseph ont dû lancer un mouvement de grève. C'est le deuxième établissement du groupe Clinifutur dans lequel les travailleurs sont obligés d'arriver à ce type d'action pour tenter de se faire entendre. Les salariés demandent une revalorisation de 500 euros, afin d'avoir une juste rémunération eu égard au travail de nuit accompli.

Comme à la Clinique de la Paix où la grève a commencé depuis 4 semaines, la direction de Clinifutur ne veut pas entendre parler d'augmentation de salaire. Dans cette bataille, les travailleurs ont reçu hier le soutien d'une délégation du PCR venue sur le piquet de grève. Cette présence des camarades du Sud a rappelé que le PCR est un parti aux côtés des Réunionnais en lutte pour le progrès social.

Edito

L'augmentation des ventes d'automobiles est une catastrophe pour l'environnement

Le Copernicus Climate Change Service a publié le 5 janvier dernier le résultat d'une étude. Elle annonce qu'il est confirmé que 2016 est l'année la plus chaude jamais mesurée, avec 0,2 degré de plus que 2015 qui détenait le précédent record. En février 2016, la température moyenne était 1,5 degré au-dessus de l'état du climat avant le début de l'ère industrielle.

En 2016, la moyenne des températures a dépassé 14,8 degrés, c'est 1,3 degré de plus que la moyenne du milieu du 18e siècle, indique le Copernicus Climate Change Service.

Rappelons qu'en décembre 2015, la COP 21 a débouché sur l'Accord de Paris, entré en vigueur en novembre 2016. Cet accord prévoit de limiter la hausse de la température moyenne de la Terre bien en dessous de deux degrés, avec comme objectif de limiter cette augmentation à 1,5 degré. La référence est la température qui était la norme avant le déploiement de l'industrie, point de départ de l'utilisation massive du charbon et du pétrole, responsables des émissions de gaz à effet de serre.

En 2016, La Réunion a apporté sa contribution à ce record catastrophique. En effet, les immatriculations de véhicules neufs a encore augmenté. Si ces données peuvent réjouir les professionnels de l'automobile, elles soulignent l'impasse dans laquelle s'enfonce La Réunion. En effet, à cause de l'abandon du chantier du tram-train, c'est la porte ouverte à la croissance démesurée du parc automobile à La Réunion. La politique de

la Région Réunion en matière de transport favorise le monopole des voitures et camions. L'essentiel des investissements se concentre sur une route en mer de 12 kilomètres, financée en partie par le transfert des fonds obtenus par Paul Vergès pour construire un chemin de fer à La Réunion.

Cela veut dire que les vendeurs d'automobile ont encore de beaux jours devant eux, tout comme les importateurs de carburant. La satisfaction des intérêts de ses deux catégories se fait au détriment de la population, et montre au monde l'exemple à ne pas suivre. Car pour les victimes du changement climatique, les conséquences sont terribles.

Plus que jamais, une autre politique est nécessaire pour que La Réunion retrouve la place qui était la sienne en termes de lutte contre le changement climatique. Cela suppose la mise en place d'un nouveau mode de transport, alternative crédible au tout-automobile. Le tram-train correspondait à ce besoin, car c'est un moyen écologique et pas cher pour les usagers de se déplacer. Sortir de l'impasse du tout-automobile, c'est une nouvelle politique proposée par le PCR, elle s'appuie sur des moyens concrets et réalistes.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Le 12 novembre dernier à Antananarivo

Célébration du 58e anniversaire de l'AKFM

Le 12 novembre dernier, l'AKFM célèbre son 58e anniversaire. Ayant appris le matin même le décès de Paul Vergès, l'AKFM a salué sa mémoire ainsi que celle de tous les anciens dont Gisèle Rabesahala, dirigeante historique de l'AKFM. Voici le compte-rendu de cet événement. Dans notre prochaine édition, il sera question de l'intervention du président de l'AKFM ainsi que du message du PCR dit par Simone Yée Chong Tchi Kan.

58 ans d'existence – c'est une période assez longue et significative en termes d'expérience pour un parti politique. C'est un âge respectable pour un humain.

58 ans de lutte pour l'indépendance véritable de Madagascar et le bien-être social du peuple marquent la voie suivie par le parti AKFM.

58 ans n'est pas encore l'âge d'un jubilé éventuel ; mais le parti AKFM a tenu à profiter de la date mémorable de sa création, le 10 novembre 1958, pour réunir ses membres et ses sympathisants afin de se pencher ensemble sur les problèmes récurrents, quasi inextricables causés par la crise et la difficulté du Gouvernement à la résoudre.

Le but de cette manifestation consiste à conscientiser une fois de plus l'opinion des militants du pays, dont les représentants ont été invités à ladite célébration, sur les attitudes de certaines organisations politiques inscrites dans le pays, et à revoir le vrai rôle des partis politiques dans la Grande île.

Voici la liste des représentants de partis, de syndicats, d'organisations sociales démocratiques invités de Madagascar, présents à la célébration :

- Les partis : AREMA, DHD, Avotra ho an'ny Firenena, SOLIDE, MAPAR,
- Les anciens syndicalistes sympathisants de l'AKFM, le syndicat FISE-MARE,
- Les organisations démocratiques : Le Comité de Solidarité de Madagascar, l'organisation des Femmes – FVFF, les anciens membres de l'organisation des pionniers de l'AKFM (TBM),
- Les étudiants effectuant leur recherche concernant le parti AKFM.

Hommage à Paul Vergès et Gisèle Rabesahala

Cette commémoration a débuté par le discours d'ouverture de la journée du Président National

Eric Rakotomanga. Il a rappelé qu'à l'occasion d'une telle célébration il est de rigueur de rappeler la mémoire de ceux qui ont fait actuellement de l'AKFM un vrai parti, et ce, surtout au moment où il célèbre la 58e année de son existence et de lutte sans relâche pour la Liberté, l'indépendance, la souveraineté de notre Patrie.

Ce rappel est d'autant plus important aujourd'hui même, car nous venons d'apprendre que notre cher Camarade Paul Vergès est décédé ce matin-même (NDLR – la commémoration a eu lieu le 12 novembre). Nous savons tous, le rôle que le Camarade Paul Vergès, avec notre Camarade Gisèle Rabesahala, a joué dans la lutte du peuple réunionnais, des peuples de notre région en général et à Madagascar en particulier pour la solidarité et l'amitié. Nous savons que c'est une très grande figure de cette lutte. Et par conséquent, c'est avec une grande tristesse que nous apprenons aujourd'hui son décès.

Les participants ont observé une minute de silence pour tous ces camarades qui nous ont quittés.

Ce 58e anniversaire ce fut l'occasion pour l'AKFM d'ouvrir un débat sur le rôle historique des partis politiques malgaches en général, et plus particulièrement dans la situation actuelle.

Les représentants des partis politiques présents ont été invités à débattre, dans l'après-midi, sur un thème intitulé « Le rôle des partis politiques dans l'évolution de l'histoire de Madagascar ».

Les participants ont ensuite visité l'exposition qui retrace, d'une façon très succincte, l'Histoire de l'AKFM à travers l'Histoire contemporaine de Madagascar.

Le président Rakotomanga a rappelé également les liens d'amitié et de solidarité entre l'AKFM et le PCR qui durent depuis des décennies. La présence effective de La camarade Simone Yée Chong Tchi Kan parmi les militants et les invités de l'AKFM

a été un témoignage frappant de l'intérêt que le PCR réserve pour l'AKFM.

Ce à quoi, la camarade Simone Yée Chong Tchi Kan est intervenue pour donner lecture du message du PCR.

Mais la camarade Simone Yée Chong, c'est aussi plus d'une trentaine d'années de solidarité et d'actions au côté de la regrettée Gisèle Rabesahala et des camarades malgaches. A cet effet, les camarades malgaches ont souhaité que la camarade apporte son témoignage aux côtés des vétérans responsables du parti, témoignant de leur attachement au parti AKFM.

Son initiative d'avoir exposé quelques pages des archives du PCR concernant nos relations fraternelles a vraiment fait vibrer les fibres des cœurs, car personne, ni les membres de l'AKFM, ni les invités ne s'attendaient à ce que les liens entre nos partis dirigés par les personnes illustres Paul et Gisèle soient révélés à cette journée de commémoration. Merci de tout cœur.

Interventions des anciens

La fin de la matinée a été consacrée aux interventions d'anciens responsables du parti et de vétérans du parti, témoignant de leur attachement à l'AKFM :

Jean Noël Randrianantoandro, tailleur, couturier, originaire d'Ambohimahasoa (Fianarantsoa), a relaté la lutte de ses parents, de ses collatéraux et de ses voisins durant les événements de Mars 1947, et comment, dès son jeune âge, en tant qu'écolier, il a senti les affres de la colonisation, a vu les tortures infligées à la population d'Ambohimahasoa.

De ce fait, appartenant à une famille de militants, il a décidé de se mettre aux côtés des siens et continuer la lutte patriotique au sein de l'AKFM.



Visite de l'exposition saluant les 58 ans de l'AKFM.

Il est actuellement conseiller politique de l'AKFM.

Rafidimanana, cultivatrice, éleveuse, originaire du village d'Ambohitrimanjaka, situé à une quinzaine de kilomètres d'Antananarivo, est la fille du combattant de 1947, Ratsimba. C'est chez eux qu'ont été hébergés les exilés politiques de diverses régions de l'île. La camarade Rafidimanana, actuellement septuagénaire, est une militante fervente du parti dans sa région.

Raphael Rasoamanana, fonctionnaire retraité, originaire d'Antananarivo, un des piliers de l'AKFM, membre du bureau du Comité Régional d'Antananarivo. Fier de son ascendance, car issue d'une famille très connue dans le militantisme patriotique de 1947, il fait preuve d'une fidélité exemplaire au parti AKFM. Sa vie de retraité, il la consacre en grande partie aux activités du parti.

Marcelle Rasoamihanta Ramamonjisoa. Retraitée d'entreprise, originaire d'Antananarivo, membre fervente des diverses branches du parti (la jeunesse FTDM, mue en KDTM, le syndicat FISEMARE, l'association des femmes FVFF, le Comité de Solidarité de Madagascar...), et bien sûr du parti AKFM, elle s'est investie volontairement dans la lutte patriotique, car étant fille et sœur de militants exilés en 1947, elle a décidé dans sa jeunesse de grossir les rangs des militants politiques. Jusqu'à présent elle manifeste sa fidélité aux idéaux du parti et participe activement à ses manifestations.

Lanto Ramahefarisoa, enseignant-chercheur, originaire d'Antananarivo, ancien membre du Secrétariat National du parti, structure provisoire érigée par le 13e congrès en 1998, en vue d'assurer la relève des dirigeants de l'AKFM. Bien que

n'ayant adhéré à aucune branche du parti, elle a rejoint l'AKFM par la seule conviction que ce parti pourrait mener à bien la lutte pour le développement du pays, vu son idéologie, ses objectifs et son envergure dans le pays. Elle est actuellement conseillère politique de l'AKFM.

Noelson Ratsangana II : cultivateur, éleveur, originaire de Maroharona (Fianarantsoa), est un membre militant fervent du parti, défenseur infatigable des droits du parti à toutes les instances de la direction du pays, particulièrement en matière d'élections. La suite logique de ses activités, de ses engagements sociaux et patriotiques dès l'enfance (car issu d'une famille de patriotes, militants du mouvement 1947) au sein de l'organisation de jeunesse KDTM, dictés par sa ferveur de lutte nationaliste l'a conduit au parti AKFM. Il est actuellement conseiller politique de l'AKFM.

Débat sur le rôle des partis dans l'histoire

La deuxième partie de la journée a été réservée aux échanges de vues politiques basées sur la place et le rôle des partis politiques malagasy dans le processus historique du pays.

Un exposé introductif a été présenté par le Professeur Lucile Rabearimananana, historienne, au cours duquel elle a :

- défini les raisons d'être et les objectifs universels d'un parti politique,
- retracé les bornes de l'éthique politique,
- délimité les périodes de bouleversements politiques à Madagascar.

Puis après avoir passé en revue les attitudes des différents partis poli-

tiques ayant accédé au pouvoir depuis la proclamation de l'Indépendance de Madagascar, elle est arrivée à la conclusion suivante :

- les partis adverses des gens au pouvoir sont laissés pour compte par l'Etat,
- la corruption et le népotisme dominant en haut lieu,
- les partis AKFM et MONIMA sont, jusqu'ici, les partis fondés sur des idéologies politiques fermes, et existent sur des bases humanitaires.

Les intervenants ont :

- formulé des critiques à l'endroit du parti au pouvoir, notamment sur ses difficultés à mener les affaires du pays, à maîtriser l'insécurité,
- émis des remarques sur l'inefficacité de la collaboration des partis adverses,
- qualifié la période actuelle à Madagascar de « pré-révolutionnaire », mais en quête de combattants,
- prôné le possible abandon de la voie de changement démocratique (citant l'échec du Gabon, de la Côte d'Ivoire, de Madagascar),
- suggéré une utilisation beaucoup plus intense de la technologie moderne pour la propagande idéologique des partis tels que AKFM et MONIMA ;

La question des mines

Durant le débat, plusieurs intervenants ont évoqué le problème d'exploitation de minières de groupes d'étrangers tout aussi bien dans tous domaines économiques... La Camarade Simone Simone Yée Chong Tchi Kan, prenant la parole, a informé l'auditoire au sujet de la chaîne humaine d'environ 5000 personnes organisée récemment à La Réunion contre l'exploitation des carrières et protestant contre la construction de la route la plus chère du monde à La Réunion. Ce niveau de mobilisation n'est pas encore atteint face au phénomène de l'exploitation des carrières à Tamatave pour l'envoi de roches à La Réunion.

La facilitation durant la discussion a été assurée par Tojo Andrianasolo, étudiant en histoire à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université d'Antananarivo, effectuant de la recherche sur le parti AKFM.

De notre correspondante à Madagascar

Lanto Ramahefarisoa

50 ans d'exil infligé par les États-Unis et la Grande-Bretagne

Pour le retour des Chagossiens aux Chagos : 7 Prix Nobel de la Paix écrivent au président des États-Unis



Rencontre entre Olivier Bancoult et l'archevêque Desmond Tutu.

Un événement qu'on peut qualifier d'important est survenu ce 5 janvier 2017. Sept lauréats du Prix Nobel de la Paix, dont l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, ont adressé une lettre solennelle au président Barack Obama lui demandant instamment d'utiliser les derniers jours de son mandat pour qu'il mette fin à cinquante

ans d'exil infligé au peuple chagossien par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Le dirigeant du Groupe Réfugiés Chagos, Olivier Bancoult, a commenté ainsi cette lettre : « Nous espérons qu'en tant que Prix Nobel de la Paix le président Barack Obama accordera une grande attention au message de ses pairs et qu'avant de quitter la Maison-Blanche, il corrigera l'injustice commise contre les Chagossiens. S'il le fait, le monde se souviendra de lui comme de celui qui aura restauré les droits fondamentaux des Chagossiens de vivre sur leur terre natale. Nous nous sentons mieux sur notre terre, alors laissez-nous y vivre en paix ». Pour sa part, le Comité de solidarité Chagos La Réunion « continuera à s'employer à soutenir tous les développements à venir de la lutte des Chagossiens ». C'est cette lettre qui est reproduite ci-contre.

In kozman pou la rout

« Tir avèk Zan-Pir pou mète avèk Zan-Pol ! »

Moin la fine antann galman : dézabiy Honoré pou abiy Balzac, mé moin lé sir sa la poin lo mèm sans . Pars sak moin la mark an-o la, sa i vé dir, sanm pou moin, i tir linz dsi inn pou armète dsi l'ot. Mé pa solman in késtyonn linz, sa i pé z'ète osi in késtyonn moné, sansa in késtyonn l'avantaz . Mé, konm moin lé sir zot sé in bann kréolèr a titré kaziman in bann espésyalis, la pa zot pou tronpé dsi la késtyonn lo sans nout provèrb zordi... astèr si ni pran lo dézyèm manyèr konprann lo provèrb, konm Honoré avèk Balzac sé in sèl é mèm moun, ni pé dir sé fé sanblan tir dsi in moun pou ardonn ali li-mèm-donk tir dann posh gosh pou armète dann posh droite. Alé ! Astèr mi éstop tèr-la mèm é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Lettre des Lauréats du Prix Nobel demandant instamment au Président Barack H. Obama de rendre Justice au peuple chagossien en exil

5 janvier 2017
Président Barack H. Obama
The White House
Washington, DC, USA

Cher M. le Président,

Alors que se déroulent les derniers jours de votre présidence, nous vous adressons cette lettre en tant que lauréat du Prix Nobel, afin de vous demander instamment de réparer l'injustice historique infligée au peuple chagossien, qui vit dans l'exil et la pauvreté depuis près de 50 ans. Les Chagossiens ont été déplacés de leurs foyers sur l'île de Diego Garcia contrôlée par la Grande-Bretagne pour céder la place à une base militaire américaine. Depuis des décennies les Chagossiens revendiquent leur droit de retourner chez eux. Au mois de novembre dernier, ils ont été foudroyés quand le Royaume-Uni a annoncé qu'il refusait tout retour, en dépit d'une étude commandée par son gouvernement et concluant à la faisabilité d'une réinstallation. Vous seul désormais avez le pouvoir d'aider les Chagossiens à retourner vivre sur la terre de leurs ancêtres, en consolidant par là-même votre héritage de défenseur des droits humains.

Nous tenons à insister sur le fait que les Chagossiens ne vous demandent pas de fermer ni de transformer la base américaine. Ils demandent seulement de pouvoir retourner dans leurs îles pour y vivre dans une coexistence paisible avec la base.

Les ancêtres des Chagossiens arrivèrent dans l'archipel des Chagos comme esclaves venus d'Afrique et travailleurs sous contrat venus de l'Inde. Depuis une époque qui remonte à la Révolution américaine jusqu'à leur déplacement forcé, des générations de Chagossiens ont vécu sur ces îles en développant une culture faite de dignité.

Dans un accord de 1966 passé entre les Etats Unis et la Grande-Bretagne,

les Etats-Unis ont promis à la Grande-Bretagne la somme de 14 millions de dollars pour les droits à une base militaire et pour l'éviction de tous les Chagossiens hors de Diego Garcia. Entre les années 1968 et 1973, les agents britanniques, assistés du personnel de la Marine U.S., ont déporté les Chagossiens à quelque 2.000 km de là, dans des bidonvilles à l'île Maurice et aux Seychelles. Les Chagossiens n'ont reçu aucune assistance à leur arrivée pour leur réinstallation. Depuis leur expulsion, ils ont vécu dans une extrême pauvreté et ils ont lutté pour le retour sur leur terre natale. Malheureusement, toute possibilité de retour a été bloquée par les gouvernements américain et britannique, qui ont totalement ignoré les souffrances de ce peuple.

Aujourd'hui, le soutien à la cause chagossienne, pour leur retour, a pris une ampleur internationale. Force a été de constater que des populations civiles vivent à côté de bases américaines un peu partout dans le monde. Des experts militaires reconnaissent qu'une réinstallation ne poserait aucun risque de sécurité à Diego Garcia. La toute récente prorogation de l'accord américano-britannique de 1966 fournit l'occasion historique idéale d'honorer enfin le droit des Chagossiens à vivre sur leur terre natale. En conséquence nous vous demandons :

(1) d'affirmer publiquement que les Etats-Unis ne s'opposent pas au retour des Chagossiens dans leurs îles ;

(2) de reconnaître le droit fondamental des Chagossiens de vivre sur leur terre natale, avec des droits égaux pour accéder à des emplois civils sur la base ;

(3) de fournir une assistance significative à la réinstallation des Chagossiens, ainsi qu'à leur recherche

d'emploi sur la base ;

(4) de garantir et sauvegarder ces droits des Chagossiens dans l'accord américano-britannique ;

(5) d'engager des négociations directes avec les représentants des Chagossiens sur l'ensemble de ces questions.

Vous avez le pouvoir de réparer cette injustice historique. Vous avez le pouvoir de montrer au monde que les Etats-Unis font respecter les droits humains fondamentaux. Garantisiez que la Justice est faite aussi pour les Chagossiens.

Très cordialement.

**Archbishop Desmond Tutu
Nobel Peace Prize, 1984**

**Jody Williams
Nobel Peace Prize, 1997**

**Tawakkol Karman
Nobel Peace Prize, 2011**

**Mairead Corrigan Maguire
Nobel Peace Prize, 1976**

**Dr. Yu Joe Huang
Nobel Peace Prize, 2007,
member of Intergovernmental Panel on Climate Change**

**Dr. Stephen P. Myers
Nobel Peace Prize, 2007,
member of Intergovernmental Panel on Climate Change**

**Dr. Edward L. Vine
Nobel Peace Prize, 2007,
member of Intergovernmental Panel on Climate Change**

**Traduction Alain Dreneau,
CSCR**

Oté

Inndé nouvèl l'oséanité

Z'éléksyon pou l'asanblé réjyonal l'il Rodrig

Dopi lo sink zanvyé lo l'asanblé réjyonal la fine ète disou. La kanpagn éléktoral pou vrainan va komans lo 21 zanvyé avèk bann déklarasyon kandidatir. Troi parti politik i doi prezant bann kandida dann lo sis sirkonskripsyon l'il Rodrig. Nana lo lorganizasyon lo pèp rodrigé OPR, lo parti o pouvoir dopi ké Rodrig la gingn son l'autonomi, lo mounvman rodrigé, lo MR, épi lo fron bann patriyot rodrigé lo FPR sof si lo MR épi lo FPR i trouv shomin l'inyon avan lo 21 zanvyé. An atandan domin dimansh lo OPR va roganiz in gran rényon é lo MR va fé in gran PikNik politik.

Moris : l'èr pou lo grann rantré la fine arivé

Dann bann zournal l'il Moris, i pé trouv bann désizyon i fo prann pou in bone rantré. Bann famiy i diskite bokou dsi lo méyèr manyèr pou z'ot zanfàn pass in bone ané éskolèr. An parmi lo bann konsèy i pé lir dann la press i pé trouv bann ribrik konmsa : in bon l'organizasyon avèk in l'èr pou alé dormir é in l'èr pou lévé. Ashète lo bann z'éfè an avans pandan lo bann vakans. Konète lo program : bann paran i intèrès késtyon la pou bann ti marmaye, bann pli gran i rann a zot kont par zot mèm dsi lo program. Bann gran i lir désèrtin liv dann vakans konm lo liv litèratir, lo liv l'istoir épi la zéografi. Bien shoizi son z'aktivité avan la rantré. Sansa ankor prépar bann zanfàn pou bann nouvèl rankont épi in bonpé bon késtyon pou pran l'ané éskolèr o sèryé.

L'inivèrsité troizyèm l'az dann l'il Moris

L'inivèrsité lo troizyèm l'az i ofèr son bann manm l'okazyon pou partaz bann nouvo konésans épi bann z'aktivité éspòrtiv épi kiltirèl. Dann l'inivèrsité la, bann troizyèm l'az i gingn l'okazyon pou an avoir bann nouvo konésans, an avoir nouvo frékantasyon sirtou pa rès tousèl dann z'ot koin. An pliské sa, zot i aprann an avoir in rézime alimantèr ékilibré, fé lo spor é si posib avoir in nouvo plas dann la sosyété. L'inivèrsité troizyèm l'az, sa lé péyan : 700 roupies pou in éstaz troi moi osinonsa sis moi. Dizon la pa in l'inivèrsité pou pass nouvo diplom, é mèm si ou na poin in gran parkour éskolèr osinonsa inivèrsitèr ou i pé frékanté.

Lo nouvo mèr la vil Victoria i vé rann la kapital Sésèl pli dinamik

David André lo nouvo mèr la kapital la républik Sésèl la déklar mèrkrodi somenn isi, li vé rann la vil pli akéyant. Li la di li rosòl konm in onèr an avoir été nomé lo mèr la vil. Lo nouvo mèr nana sinkantuit an é li lé koni konm konpozitèr la mizik séséloiz. Li la di avèk bann zournalis li té i sava baz ali dsi son parkour kiltirèl épi artistik pou anime la vil. Son doviz : « Victoria kapital lo mond kréol ». Pètète bann gran vil La Rényon i pé an avoir z'idé avèk nout bann kouzin séséloi pars isi nou nana bonpé moiyin é mi koné pa si nou na si tèlman bon z'idé toulbon.

Justin